

Mise à jour du rapport de pays : lois sur l'Internet en Fédération de Russie et délibérations aux Nations Unies

Initiatives en matière de politiques depuis novembre 2020

Veni Markovski
Alexey Trepkhalin
29 avril 2021
Mis à jour le 7 mai 2021
GE-007



TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Déclarations de politique étrangère et initiatives de la Fédération de Russie relatives à l'Internet et au cyberspace	3
Déclarations de politique nationale et initiatives de la Russie en matière d'Internet	10
Conclusion	12

Introduction¹

Un rapport précédent de l'équipe de l'organisation ICANN chargée de la relation avec les gouvernements faisait état des déclarations politiques liées à l'Internet faites par la Fédération de Russie jusqu'à fin octobre 2020². Depuis, un certain nombre de responsables russes ont fait des déclarations et pris des mesures ayant trait à la mission de l'ICANN. Le présent document est une mise à jour couvrant la période comprise entre le 24 octobre 2020 et le 21 avril 2021. La première partie porte sur des déclarations et des initiatives de politique étrangère de la Russie relatives à l'Internet et au cyberspace, alors que la seconde partie se penche sur les déclarations et les initiatives politiques nationales de la Russie en matière d'Internet. Comme d'habitude, nous n'évoquons pas toutes les déclarations liées à l'Internet faites pendant la période concernée mais uniquement celles qui ont trait à la mission de l'ICANN.

Déclarations de politique étrangère et initiatives de la Fédération de Russie relatives à l'Internet et au cyberspace

Le 24 octobre 2020, Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, a déclaré que les « structures des Nations Unies pourraient devenir une plateforme pour l'adoption d'un traité international universel fondé sur des principes et des normes de droit international généralement reconnus et répondant à des intérêts communs dans le domaine de l'information³ ».

Le 10 novembre 2020, lors d'une table ronde parlementaire du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), Alexander Khinstein, président du Comité de la Douma d'État sur l'information, les politiques liées à l'information et les technologies de l'information et de la communication (le Comité d'information) a indiqué que la Fédération de Russie avait proposé « à l'Assemblée générale une résolution sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles⁴ ». Il a précisé que le projet de convention sur la cybercriminalité avait été largement diffusé au sein des Nations Unies⁵ et a recommandé aux participants de « tenir compte » de ce « projet de texte » qui pourrait devenir un catalyseur du développement de méthodes unifiées de lutte contre les cyber technologies et la cybercriminalité⁶ ».

¹ Ce document a été mis à jour pour corriger des erreurs et prendre en compte de nouvelles informations.

² « Rapport national : lois sur l'Internet en Fédération de Russie et délibérations aux Nations Unies », Publications de l'équipe GE, ICANN, 19 janvier 2021, <https://www.icann.org/en/system/files/files/ge-006-19jan21-fr.pdf>

³ Dmitri Medvedev, « 75 ans des Nations Unies : problèmes de longue date, nouveaux défis et solutions à l'échelle mondiale », *Russia Today*, 24 octobre 2020, <https://russian.rt.com/world/article/795600-dmitrii-medvedev-oon-75-let>

⁴ Alexander Khinstein, président du Comité d'information de la Douma d'État, *FGI 2020*, présentation à l'occasion de la table ronde parlementaire (anglais), 10 novembre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=NuBY0hifiQs> (49:00).

⁵ V. Nebenzia, « Lettre en date du 11 octobre 2017 du représentant permanent de la Fédération de Russie auprès des Nations Unies adressée au secrétaire général », *A/C.3/72/12*, 16 octobre 2017, <https://undocs.org/A/C.3/72/12>

⁶ Alexander Khinstein, président du Comité d'information de la Douma d'État, *FGI 2020*, présentation à l'occasion de la table ronde parlementaire (anglais), 10 novembre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=NuBY0hifiQs> (50:00).

Le 17 novembre 2020, à l'occasion de la séance de clôture du FGI, Maxim Parshin, ministre adjoint au Développement numérique, aux Communications et aux Médias (MoC), a déclaré : « Il existe de nouveaux défis. Le premier [d'entre eux] concerne des questions liées à la sécurité de l'Internet, à la protection des données personnelles, aux infox et à la désinformation. À cet égard, il serait judicieux de se poser la question suivante : le système de gouvernance de l'Internet existant peut-il faire face à ces menaces et apporter une réponse adaptée à ces problèmes mondiaux ? Nous sommes convaincus qu'un tel système doit être fondé sur des principes de confiance réciproque et garantir la sécurité, tout en respectant les libertés humaines fondamentales dans le cadre de l'égalité des droits des États à gérer les ressources critiques de l'Internet. Nous estimons qu'il est important de créer un pacte global, un document global qui permettrait, entre autres, de répartir clairement les rôles et les responsabilités des États, de la société et des entreprises technologiques ; de définir une approche unifiée de la sécurité, des droits et des libertés, et de la protection des données personnelles ; ainsi que des mesures de lutte contre la désinformation provenant principalement des réseaux sociaux et des messageries. Nous proposons d'attribuer à une entité des Nations Unies la mission d'élaborer et de mettre en œuvre des normes juridiques dans le domaine de la gouvernance de l'Internet. L'Union internationale des télécommunications (UIT) pourrait devenir cette entité. Il convient de noter que depuis sa création, le rôle du FGI s'est limité à celui d'un lieu d'échange, sans pouvoir décisionnel. C'est pourquoi nous suggérons de nous concentrer sur le développement de mécanismes qui permettraient de transformer les résultats de ses travaux de sorte que ses décisions ne soient plus uniquement déclaratives. Nous pensons que le FGI serait ainsi plus efficace. Pour conclure, je souhaite annoncer que les Nations Unies ont officiellement confirmé que la Russie accueillera l'édition anniversaire du FGI en 2025. C'est un véritable honneur pour nous, et nous ferons en sorte que toutes les parties prenantes participent à ce forum⁷ ».

Le 22 novembre 2020, à Minsk, lors d'une réunion conjointe des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et de la République du Bélarus, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré : « La sécurité de l'information à l'échelle internationale a traditionnellement été à l'ordre du jour⁸. Les récents événements internationaux ont clairement montré l'importance de la coopération dans ce domaine de tous les pays sans exception, plutôt que d'une poignée d'entre eux. Indubitablement, sans accords universels, le monde risque de plonger dans un « cyber-chaos » aux conséquences catastrophiques. C'est dans un contexte de cyberguerre soutenue de l'extérieur que des activités subversives illégales commencent à voir le jour et que les technologies de l'information et de la communication sont utilisées à des fins criminelles. Il est important que nous continuions à préserver nos approches communes dans cette sphère dans le cadre de plateformes multilatérales, via des mécanismes régionaux et sous des formats bilatéraux. Nous prenons note de la bonne coordination des échanges entre les délégations russe et biélorusse lors du lancement du Groupe de travail à composition non limitée des Nations Unies sur la cybersécurité internationale et d'un Comité d'experts ad hoc de l'ONU chargés de rédiger une convention pour la lutte contre la cybercriminalité. Nous travaillons également à la rédaction d'une déclaration conjointe des chefs d'État de la CEI sur ce sujet⁹ ».

⁷ Maxim Parshin, ministre adjoint au Développement numérique, aux Communications et aux Médias (MoC). Panel de haut niveau de dirigeants du FGI 2020 : conclusion des Nations Unies, 17 novembre 2020, <https://youtu.be/3GxCREczsko?t=1292> (21:32 en russe).

⁸ La Fédération de Russie utilise en règle générale le terme « sécurité de l'information » dans ses documents ; d'autres parlent de « cybersécurité ».

⁹ Discours d'ouverture de Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères, lors d'une réunion conjointe des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et de la République du Bélarus, Minsk, 26 novembre 2020. Ministère des Affaires étrangères (site web du MAE), 26 novembre 2020,

Le 18 décembre 2020, les membres de la Communauté des États indépendants (CEI) ont signé une déclaration de coopération en matière de sécurité de l'information à l'échelle mondiale. Dans cette déclaration, ils soulignent la nécessité d'adopter une convention des Nations Unies sur la cybercriminalité, reconnaissent l'importance de « mettre en place une coopération sur des questions liées à l'utilisation et à la gestion de segments nationaux de l'Internet » et insistent sur « la nécessité d'élargir le rôle de l'UIT dans ce contexte¹⁰ ».

Le 12 janvier 2021, l'UIT a publié une contribution de la Fédération de Russie au Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur la protection en ligne des enfants (CWG-COP). La proposition suggérait que le CWG-COP organise au sein du groupe de travail des discussions sur des questions liées à la mise en œuvre de l'indication du nom de serveur chiffrée (ESNI), ainsi que de protocoles de chiffrement Internet DNS sur HTTPS (DoH) et DNS sur TLS (DoT) permettant de masquer le nom (identificateur) d'une ressource Internet¹¹.

Le 14 janvier 2021, l'UIT a publié deux contributions de la Fédération de Russie pour la réunion ultérieure du Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (CWG-Internet)¹². Les contributions étaient similaires et proposaient que le CWG-Internet de l'UIT organise des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes « sur l'état actuel du système de gouvernance mondiale pour la gestion et le développement des ressources Internet, y compris les noms de domaine, les adresses et les infrastructures critiques de l'Internet, ainsi que sur tout éventuel moyen permettant de surmonter les difficultés liées à la dépendance à l'égard des décisions d'une administration nationale afin de créer un système de gouvernance de l'Internet indépendant, démocratique et égalitaire pour tous les États ». En réponse aux demandes de la communauté de l'ICANN, l'équipe de l'organisation ICANN en charge de la relation avec les gouvernements (GE) a envoyé des commentaires sur ces trois propositions à la liste de diffusion du groupe de l'ICANN chargé des relations en matière de gouvernance de l'Internet (EGIG)¹³.

Le 15 janvier 2021, Maria Zabolotskaya a évoqué les travaux de l'OECE¹⁴ dans son discours officiel devant l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) : « Le niveau de menace que représentent les cybercriminels a considérablement augmenté lors de la pandémie, ce qui prouve bien que cette question doit être traitée à l'échelle mondiale. C'est pourquoi la

https://www.mid.ru/ru/integracionnye-struktury-prostranstva-sng/-/asset_publisher/r17Fzr0mbE6x/content/id/4460580?p_p_id=101_INSTANCE_r17Fzr0mbE6x&_101_INSTANCE_r17Fzr0mbE6x_languageId=en_GB

¹⁰ « Les chefs d'État de la CEI adoptent une déclaration conjointe de coopération dans le domaine de la sécurité de l'information au niveau mondial ». Portail Internet de la CEI, CIS News, 18 décembre 2020, <https://e-cis.info/news/564/89858/>.

¹¹ Contribution de la Fédération de Russie - Nouveaux défis liés au recours à des protocoles de chiffrement pour masquer le nom (identificateur) d'une ressource Internet, CWG-COP. Site web de l'UIT, 12 janvier 2021, <https://www.itu.int/md/S21-CLCWGCOP17-C-0004/en>.

¹² Contribution de la Fédération de Russie - Proposition pour des consultations ouvertes au sein du CWG-Internet <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL15-C-0005/en>, Contribution de la Fédération de Russie - Rôle de l'UIT et des États membres de l'UIT pour garantir la confiance dans l'Internet et la sécurité au niveau international. Site web de l'UIT, 14 janvier 2021, <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL15-C-0006/en>

¹³ Liste de diffusion du CCWG-IG de l'ICANN, archives de janvier 2021 :

<https://mm.icann.org/pipermail/ccwg-internet-governance/2021-January/003899.html>

¹⁴ Le nom complet est « Comité intergouvernemental spécial d'experts à composition non limitée, représentant toutes les régions, chargé d'élaborer une convention internationale globale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles », conformément à la résolution A/res/74/247 de l'AGNU, <https://undocs.org/en/A/RES/74/247>.

Russie accorde une importance particulière au lancement, dès que possible, de l'ensemble des activités que mènera le comité ad hoc chargé de rédiger la convention, tel que prévu dans la résolution 74/247 de l'AGNU¹⁵ ».

Le 18 janvier 2021, lors d'une conférence de presse, le ministre Lavrov a évoqué l'importance des « décisions multilatérales » et a indiqué qu'il avait « bon espoir que ceux qui ont essayé pendant des années, voire des décennies, d'entraver les discussions visant à rendre la gouvernance de l'Internet plus démocratique, et ceux qui ont mis des bâtons dans les roues de l'initiative russe figurant dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies destinée à promouvoir un comportement plus responsable des États dans le cyberspace et du projet de convention de coopération en matière de lutte contre la cybercriminalité, verront le problème sous un angle différent, notamment eu égard à la démocratisation de la gouvernance de l'Internet ». Cette « question », dit-il, « fait l'objet de discussions depuis des années au sein d'un organe spécialisé des Nations Unies, l'Union internationale des télécommunications. Presque tous les pays sont disposés à mettre en place des modèles universellement acceptables, mais les Américains s'y opposent catégoriquement¹⁶ ».

Le 26 janvier 2021, la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran ont signé un accord intergouvernemental sur la coopération dans la cybersphère¹⁷. L'ambassadeur Andrey Krutskikh¹⁸ a fait des commentaires à propos de ce document : « L'accord conclu entre la Russie et l'Iran sur la sécurité de l'information prévoit la coordination d'activités, l'échange de technologies et la formation de spécialistes¹⁹ ». Le document contient des définitions nouvelles et élargies des termes « infrastructure d'information » et « infrastructure d'information critique^{20 21} ».

¹⁵ Déclaration de Maria Zabolotskaya, représentante de la Fédération de Russie, à la réunion plénière de l'Assemblée générale sous le point de l'ordre du jour « Lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles ». Mission permanente de la Fédération de Russie auprès des Nations Unies. Site web de la mission permanente, 15 janvier 2021, <https://russiaun.ru/en/news/icts15012021>

¹⁶ Commentaires et réponses aux questions des médias du ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov, lors d'une conférence de presse sur les résultats de la diplomatie russe en 2020. Site web du ministère des Affaires étrangères (MAE), 18 janvier 2021, https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4527635?p_p_id=101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw&1_INSTANCE_cKNonkJE02Bw_languageId=en_GB

¹⁷ À propos des négociations entre le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie S.V. Lavrov et le ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran M.D. Zarif. Site web du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (MAE), 26 janvier 2021, https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4544717.

¹⁸ Andrey Krutskikh est ambassadeur et directeur du Département de la sécurité de l'information internationale au ministère russe des Affaires étrangères, https://www.mid.ru/activity/shots/new_appointments/-/asset_publisher/2TDCzbl45VHK/content/id/4012794?p_p_id=101_INSTANCE_2TDCzbl45VHK&1_INSTANCE_2TDCzbl45VHK_languageId=en_GB.

¹⁹ Le MAE dévoile des détails de l'accord conclu entre la Russie et l'Iran en matière de sécurité de l'information. Izvestia, 26 janvier 2021. *Izvestia*, 26 janvier 2021, <https://iz.ru/1116475/2021-01-26/mid-raskryl-detali-soglasheniia-irana-i-rossii-ob-informatcionnoi-bezopasnosti>

²⁰ « Accord de coopération entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République islamique d'Iran dans le domaine de la sécurité de l'information ». Ministère des Affaires étrangères, janvier 2021, <https://mddoc.mid.ru/api/ia/download/?uuid=a514b469-da93-4f0c-8c2c-b6ad8a05ced3>.

²¹ Cette phrase a été mise à jour afin de corriger la version précédente : « Le document contient des définitions nouvelles et élargies des termes « infrastructure critique » et « infrastructure d'information critique ».

Le 26 janvier 2021, l'ambassadeur Krutskikh a déclaré à la presse que « la coopération dans la cybersphère [...] est une priorité non seulement pour nous, mais aussi pour Washington, si l'on met de côté toute l'idéologie américaine. Certains signes semblent indiquer que les États-Unis souhaiteraient bientôt engager un dialogue avec nous²² ».

Le 1er février 2021, Dmitri Medvedev, secrétaire adjoint au Conseil de sécurité, a déclaré dans un entretien : « L'Internet est apparu à un moment donné et, sans aucun doute, les principaux droits pour le gérer appartiennent aux États-Unis d'Amérique²³ ».

Le 5 février 2021, Oleg Syromolotov, ministre adjoint aux Affaires étrangères, a déclaré dans une interview que Moscou adhère à l'« internationalisation » de la gouvernance de l'Internet et que « le modèle actuel de gouvernance de l'Internet, qui a mis sur un pied d'égalité le rôle des États, garants des droits et des libertés de leurs citoyens et acteurs clés dans le domaine de l'économie, de la sécurité et de la stabilité des infrastructures critiques d'information de l'Internet, a prouvé depuis bien longtemps son inefficacité et ne garantit pas la sécurité des internautes. C'est pourquoi une réforme de fond s'impose²⁴ ».

Lors de la conférence Infoforum du 12 février 2021, Ernst Chernukhin, coordinateur spécial du ministère russe des Affaires étrangères pour les questions liées à l'utilisation politique des technologies de l'information et de la communication (TIC) et chef de section du Département de la sécurité de l'information internationale au sein du MAE, a déclaré : « La Fédération de Russie se prononce systématiquement en faveur de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet et de l'élargissement du rôle des États dans ce processus²⁵ ». Il a souligné qu'au sein des Nations Unies, la Russie insiste pour « préserver le droit souverain des États à régler le segment national de l'Internet, qui revêt une grande importance » et pour élaborer une « politique globale de gouvernance au niveau intergouvernemental²⁶ ».

Le 24 février 2021, le président Vladimir Poutine a déclaré : « Un système garantissant la sécurité de l'information à l'échelle internationale doit être mis en place en collaboration avec nos partenaires d'autres pays²⁷ ».

Le 8 mars 2021, le ministre de l'Intérieur Vladimir Kolokoltsev a prononcé un discours où il affirmait que la Russie soutenait « le rôle central de coordination des Nations Unies » dans la lutte contre « les menaces criminelles à l'échelle mondiale ». Il a également ajouté que « la Russie, comme bien d'autres pays, considère comme une solution l'élaboration d'une convention internationale de lutte contre la criminalité informatique, sous les auspices des Nations Unies. Le document devrait inclure des principes d'égalité souveraine et de non ingérence dans les affaires internes des États²⁸ ».

²² « Le MAE décrit l'intérêt des États-Unis pour la cybercoopération ». *RIA Novosti*, 26 janvier 2021, <https://ria.ru/20210126/kibersfera-1594646999.html>

²³ Medvedev a invité les utilisateurs et les administrateurs des réseaux sociaux à être polis les uns avec les autres. *TASS Interview*, 31 janvier 2021 <https://www.youtube.com/watch?v=SPFf4d2FN4U> (commence à 7:15).

²⁴ « Ministre adjoint aux Affaires étrangères O.V. Syromolotov : L'Internet est devenu une plateforme de manipulations politiques ». *TASS*, 5 février 2021, <https://tass.ru/interviews/10631379>

²⁵ Ernst Chernukhin, présentation lors de la 23e conférence Infoforum, grand Forum national sur la sécurité de l'information, sujet de séance 1 : « La sécurité numérique : nouveaux défis ». Chaîne YouTube Infoforum, diffusé le 12 février 2021, https://youtu.be/naN4_OglSFs?t=5015 (commence à 1:23:35).

²⁶ Ernst Chernukhin, présentation lors de la conférence Infoforum (1:24:18).

²⁷ Séance du *FSB Collegium* [direction du Service fédéral de sécurité russe], Moscou. Site web du Kremlin, 24 février 2021, <http://kremlin.ru/events/president/news/65068>

²⁸ « Vladimir Kolokoltsev, présentation lors du 14e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Site web du ministère de l'Intérieur, 8 mars 2021 : <https://mvd.rf/news/item/23344408>

Le 12 mars 2021, l'ambassadeur Krutskikh a indiqué que les travaux du Groupe de travail à composition non limitée [des Nations Unies] sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (OEWG), créé en 2018 [par l'UNGA] à l'initiative de la Russie, « constituent un succès de la diplomatie russe sur fond d'aggravation de la situation internationale du fait de certains pays^{29 30} ».

Le 15 mars 2021, le MAE russe a publié une déclaration sur le rapport final de fond de l'OEWG. La déclaration indique que le rapport « entérine des approches fondamentales proposées par la Russie et ses partenaires dans le domaine de la sécurité de l'information à l'échelle internationale³¹ ».

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, le 26 mars 2021, Vladimir Poutine a déclaré : « Nous estimons qu'il est nécessaire de conclure des accords internationaux contraignants visant à prévenir des conflits et à bâtir un partenariat avantageux pour chacune des parties dans le cyberspace mondial³² ». Il a également ajouté qu'« il est important de développer et de valider conjointement des règles universelles et équitables pour tous concernant le comportement responsable des États dans le cyberspace, avec des critères définissant de manière claire et simple les mesures acceptables et non acceptables, et de les rendre contraignantes ». Il a aussi évoqué les efforts déployés par la Russie dans ce domaine au sein des Nations Unies³³. Le secrétaire du Conseil de sécurité, Nikolai Patrushev, a annoncé qu'une nouvelle version des principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information serait publiée ultérieurement en 2021^{34 35}.

Le 1er avril 2021, le ministre Lavrov a déclaré lors d'une interview que « les États-Unis refusent catégoriquement de débattre de la démocratisation de la gouvernance de l'Internet et de l'élaboration de règles générales qui régiraient les réseaux sociaux³⁶ ».

Le 6 avril 2021, lors du Forum de la jeunesse sur la gouvernance de l'Internet de Russie, Sergey Kiriienko, directeur adjoint de l'administration présidentielle, a déclaré : « Nous passons à une autre étape, où les normes et les règles destinées aux multinationales, aux utilisateurs et aux États impliqués dans le développement de l'espace Internet deviennent de

²⁹ « La Russie annonce que l'OEWG des Nations Unies commencera ses travaux en juin ». TASS, 13 mars 2021, <https://tass.ru/politika/10895625>.

³⁰ Cette phrase a été mise à jour pour refléter de manière exacte la déclaration originale.

³¹ Communiqué de presse, mise à jour sur le Groupe de travail à composition non limitée des Nations Unies sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale. Site web du ministère des Affaires étrangères (MAE), 15 mars 2021, https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4632970.

³² Réunion du Conseil de sécurité, Novo-Ogaryovo, région de Moscou. Site web du Kremlin, 26 mars 2021, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/65231>.

³³ Réunion du Conseil de sécurité, Novo-Ogaryovo, région de Moscou. Site web du Kremlin, 26 mars 2021, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/65231>.

³⁴ Russie, « Principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information pour la période allant jusqu'à 2020 », site web du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, 24 juillet 2013, <http://www.scrf.gov.ru/security/information/document114/> et « Déclaration aux médias du secrétaire du Conseil de sécurité Nikolai Patrushev à la suite de la réunion du Conseil de sécurité », 26 mars 2021, <http://en.kremlin.ru/supplement/5628>.

³⁵ Cette phrase a été mise à jour pour corriger la version précédente, qui attribuait la déclaration au président Poutine.

³⁶ Sergey Lavrov, interview dans l'émission de télévision « Bolshaya Igra ». *The International Affairs Magazine (Mezhdunarodnaya Zhizn)*, 1er avril 2021, <https://interaffairs.ru/news/show/29610>

plus en plus internationales. La communauté internationale devra inévitablement se mettre d'accord sur ces nouvelles règles³⁷ ».

Le 7 avril 2021, le MoC a annoncé que le candidat de la Fédération de Russie au poste de secrétaire général³⁸ de l'UIT était Rashid Ismailov³⁹. Cette nouvelle a également été annoncée par le ministre du Développement numérique, des Communications et des Médias, Maxut Shadayev, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du Forum russe sur la gouvernance de l'Internet (RIGF)⁴⁰. Lors de la première séance du RIGF, Maxim Parshin, ministre adjoint, a rappelé ce qu'il avait dit lors du FGI mondial : « Nous estimons qu'il est important de définir une entité, dans le cadre des Nations Unies, chargée d'élaborer et de mettre en œuvre des normes juridiques dans le domaine de la gouvernance de l'Internet. Nous pensons que l'UIT pourrait devenir cette entité⁴¹ ».

Le 12 avril 2021, le président Poutine a adopté officiellement les nouveaux principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information⁴². Le point 11a du document indique que la Fédération de Russie devrait travailler « pour créer des conditions permettant aux États membres des Nations Unies d'adopter une convention garantissant la sécurité internationale de l'information ». Le point 11i appelle à œuvrer pour « renforcer les normes nationales de la Fédération de Russie en matière de sécurité de l'information, dans le cadre d'un processus de coopération internationale et régionale dans le domaine de la normalisation, et à faciliter leur adoption en tant que normes internationales, régionales et interétatiques⁴³ ». Le point 15a exprime le soutien de la Fédération de Russie aux travaux menés par le Groupe d'experts à composition non limitée de l'AGNU (travaux évoqués dans le rapport de l'équipe GE qui inclut des synthèses des réunions des groupes de travail de l'AGNU⁴⁴). Le point 17b aborde la question de l'objectif de la politique d'État, qui consiste à « aider à garantir le fonctionnement et le développement sécurisés et stables de l'Internet, sur la base d'une participation égalitaire des États membres à la gestion de l'Internet, et à renforcer le rôle de l'UIT dans le cadre de cette gestion⁴⁵ ».

Le 21 avril 2021, à l'occasion d'une conférence diffusée en direct, Ernst Chernukhin a déclaré : « Concernant l'UIT : la Fédération de Russie a depuis toujours préconisé l'internationalisation de la gestion de l'Internet et le renforcement du rôle des gouvernements dans ce processus ». Il a également indiqué que « le modèle multipartite de gouvernance de l'Internet [...] a prouvé depuis bien longtemps son inefficacité », avant d'ajouter : « La

³⁷ « Kiriyyenko a indiqué qu'il était nécessaire d'élaborer des règles internationales pour les sociétés Internet. » TASS, 6 avril 2021, <https://tass.ru/ekonomika/11081727>.

³⁸ Des élections se tiendront lors de la conférence de plénipotentiaires de l'UIT en octobre-novembre 2022.

³⁹ La Russie désigne son candidat pour le poste de secrétaire général de l'UIT. Site web du MoC, 7 avril 2021, <https://digital.gov.ru/ru/events/40758/>.

⁴⁰ 11e Forum russe sur la gouvernance de l'Internet (RIGF). Chaîne YouTube du gestionnaire du ccTLD russe, 7 avril 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=ZnUv-8baBZk> (commence à 39:00, en russe).

⁴¹ 11e RIGF. Chaîne YouTube du gestionnaire du ccTLD russe, 7 avril 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=ZnUv-8baBZk> (commence à 2:55:53, en russe).

⁴² Décret présidentiel « Principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information. Site web du Kremlin, 12 avril 2021, <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/RR5NtCWkkZPTuc5TrdHURpA4vpN5UTwM.pdf>

⁴³ Décret présidentiel « Principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information ».

⁴⁴ Voir <https://www.icann.org/fr/system/files/files/ge-005-15jul20-fr.pdf>

⁴⁵ Décret présidentiel « Principes fondamentaux de la politique d'État en matière de sécurité internationale de l'information ». Site web du Kremlin, 12 avril 2021, <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/RR5NtCWkkZPTuc5TrdHURpA4vpN5UTwM.pdf>

Fédération de Russie, dans le cadre du système des Nations Unies, insiste pour adopter un certain nombre de mesures coordonnées, dont [...] l'élaboration, au niveau intergouvernemental, de politiques mondiales pour la gestion de l'Internet, notamment dans le but de parvenir à un accord sur de nouveaux règlements des télécommunications internationales (RTI). À notre avis, la meilleure option consisterait à transférer les prérogatives de gestion de l'Internet à l'UIT, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies, car elle dispose des compétences requises dans ce domaine [...]. Cet objectif stratégique peut être atteint en élisant ou en promouvant le candidat russe au poste de secrétaire général de l'UIT lors des élections de 2022 [...] et en organisant en 2025 l'édition anniversaire du Forum des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet en Russie⁴⁶ ».

Déclarations de politique nationale et initiatives de la Russie en matière d'Internet

Le 29 octobre 2020, lors d'une séance de questions/réponses à l'occasion d'un forum d'investissement, le président Poutine a dit : « Vous demandez si l'on veut un mécanisme de protection des données chinois ou européen ? Nous aurons un mécanisme russe⁴⁷ ».

Le 16 décembre 2020, la Fédération de Russie est devenue membre du Bureau du Comité consultatif de la Convention 108 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel⁴⁸.

Le 23 décembre 2020, le président Poutine a évoqué les projets nationaux menés en Russie et a insisté sur le fait que la sécurité de l'information est un « signe de maturité numérique ». Il a ajouté que l'État doit protéger ses citoyens dans ce nouvel environnement numérique et protéger « les systèmes d'information et les systèmes d'État russes⁴⁹ ».

Le 28 décembre 2020, le MoC a publié l'ordonnance n° 780 « relative à la définition des menaces à la stabilité, à la sécurité et à l'intégrité opérationnelle de l'Internet et des réseaux de communication publics sur le territoire de la Fédération de Russie⁵⁰ ».

En janvier 2021, le Roskomnadzor (RKN)⁵¹ a publié une directive adressée aux opérateurs de télécommunications et aux détenteurs de numéros du système autonome expliquant ce qu'était, pour le RKN, un « système national des noms de domaine » (NDNS). La directive

⁴⁶ Ernst Chernukhin, coordinateur spécial du MAE pour les questions liées à l'utilisation politique des technologies de l'information et de la communication. 2^e conférence interrégionale sur la sécurité de l'information et l'échange de renseignements dans le district fédéral central « Infoforum », Yaroslavl, 20-23 avril 2021. Chaîne YouTube Infoforum, diffusée le 21 avril 2021, <https://youtu.be/5qzrrKTBv3M?t=7163> (à partir de 01:59:23).

⁴⁷ Vladimir Poutine lors d'une séance de questions/réponses à l'occasion du « Forum d'investissement Russia Calling! », Novo-Ogaryovo, oblast de Moscou. Site web du Kremlin, 29 octobre 2020, <http://kremlin.ru/events/president/news/64296>.

⁴⁸ Ministère des Communications de Russie. « La Russie est devenue membre du Bureau du Conseil de l'Europe sur les données personnelles ». Site web du MoC, 16 décembre 2020, <https://digital.gov.ru/ru/events/40246/> et <https://www.coe.int/en/web/data-protection/consultative-committee-tpd>.

⁴⁹ Vladimir Poutine. « Réunion conjointe du Conseil d'État et du Conseil pour le développement stratégique et les projets nationaux », Novo-Ogaryovo, région de Moscou. Site web du Kremlin, 23 décembre 2021, <http://kremlin.ru/events/president/news/64736>.

⁵⁰ Ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias (MoC). Ordonnance n° 780 « relative à la définition des menaces à la stabilité, à la sécurité et à l'intégrité opérationnelle de l'Internet et des réseaux de communication publics sur le territoire de la Fédération de Russie ». Site Web du MoC, 28 décembre 2020, <https://digital.gov.ru/ru/documents/7450/>.

⁵¹ Le Roskomnadzor est le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse [note des auteurs].

impose aux détenteurs de numéros du système autonome de modifier ou d'ajouter des adresses de résolveurs du NDNS à la liste de serveurs DNS des utilisateurs finaux et d'ajouter ces adresses au protocole de configuration dynamique des hôtes (DHCP)⁵².

Le 26 janvier 2021, le ministre adjoint aux Communications de la Fédération de Russie⁵³, Oleg Ivanov, a annoncé que les plans visant à organiser des exercices d'entraînement sur Internet en Russie avaient été « reportés et se tiendront à l'issue de la pandémie⁵⁴ ».

Le 27 janvier 2021, le Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement russe, a publié une déclaration dans laquelle il insistait sur le fait que « les sociétés Internet, représentant un pays (les États-Unis) et étroitement liées à ses entités gouvernementales, ont un monopole sur le réseau mondial. Cette situation comporte un risque de suprématie d'un État sur la plupart des échanges du réseau mondial⁵⁵ ».

Le 2 février 2021, le RKN a lancé un appel d'offres public pour effectuer une analyse⁵⁶ des données des fournisseurs d'accès à Internet (FAI), et un autre appel pour la mise en place d'un registre d'adresses Internet et de ressources de numéros pour le système d'information du Centre de surveillance et d'administration du réseau d'information public⁵⁷.

Le 16 février 2021, quatre députés de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de Russie ont déposé un projet de loi qui permettrait de bloquer des sites web sans passer par une décision de justice^{58 59}.

Le 24 février 2021, le président Poutine a signé la loi « sur l'introduction de modifications au Code administratif de la Fédération de Russie⁶⁰ ». La loi prévoit une procédure de blocage (sans une ordonnance de tribunal) des ressources Internet qui ne respectent pas la loi sur la souveraineté de l'Internet, ainsi que des amendes pour les FAI ayant commis des infractions. La loi comprend également les articles 13.44 et 13.45 établissant des

⁵² Le lien permettant d'accéder aux directives n'est plus disponible (https://77.rkn.gov.ru/docs/77/Prezentacija_Internet.pdf)

⁵³ « Exercices d'entraînement sur la résilience de l'Internet reportés après la pandémie ». *Interfax*, 26 janvier 2021, <https://www.interfax.ru/russia/746893>.

⁵⁴ Pour plus d'informations sur ces exercices, voir la publication de l'équipe GE « Rapport de pays : lois sur l'Internet en Fédération de Russie et délibérations aux Nations Unies », p. 17 <https://www.icann.org/fr/system/files/files/ge-006-19jan21-fr.pdf>

⁵⁵ « Le Conseil de la Fédération affirme que les entités gouvernementales américaines ont usurpé le contrôle de l'Internet. » *RIA Novosti*, 27 janvier 2021, <https://ria.ru/20210127/sovfed-1594743673.html>.

⁵⁶ Système unifié d'informations relatives aux appels d'offres. Informations relatives au contrat n° 57706228218210001340000. *Edinaya informatcionnaya sistema v sfere zakupok*, 2 février 2021 <https://zakupki.gov.ru/223/contract/public/contract/view/general-information.html?id=10895252&viewMode=FULL>

⁵⁷ Système unifié d'informations relatives aux appels d'offres. Informations relatives au contrat n° 57706228218210001310000. *Edinaya informatcionnaya sistema v sfere zakupok*, 2 février 2021, <https://zakupki.gov.ru/223/contract/public/contract/view/general-information.html?id=10891921&viewMode=FULL>

⁵⁸ Sur l'introduction de modifications à la loi fédérale « sur les informations, les technologies de l'information et la protection des informations ». *Sistema Obespechenia Zakonodatelnoy Deyatelnosti*, <https://sozd.duma.gov.ru/bill/1113081-7>

⁵⁹ Cette phrase a été mise à jour pour corriger la citation et ajouter une source supplémentaires : « À la demande des travailleurs », *Kommersant daily*, 17 février 2021, <https://www.kommersant.ru/doc/4693508>.

⁶⁰ « Modifications du Code administratif visant à établir la responsabilité en cas de non-respect de l'obligation de garantir la stabilité, la sécurité et l'intégrité opérationnelle de l'Internet en Russie ». Site web du Kremlin, 24 février 2021, <http://kremlin.ru/acts/news/65062>.

responsabilités en cas de non-respect du DNS national et de la gestion centralisée des « réseaux de service public⁶¹ ».

Le 3 mars 2021, le RKN a annoncé le lancement d'un appel d'offres public pour accéder à la sauvegarde des serveurs racine du DNS et au cache du service de résolveur du DNS⁶².

Dans un entretien accordé à l'agence de presse TASS le 31 mars 2021, le président du Comité d'information de la Douma d'État, Alexander Khinshtein, a déclaré que la loi sur la souveraineté de l'Internet était « en cours de mise en œuvre » et qu'il restait encore « des travaux à effectuer afin d'achever sa mise en œuvre⁶³ ». Il a également fait une comparaison entre un « générateur » autonome qui permet le fonctionnement ininterrompu de « votre réfrigérateur, votre chauffage et votre éclairage » en cas de coupure d'électricité de votre résidence, et un secteur Internet russe qui « peut être autonome en cas de menaces externes⁶⁴ ». Il a affirmé que la Russie « dispose d'un tel générateur⁶⁵ ». Il a également indiqué que « les collègues du Roskomnadzor et du MoC nous assurent que [la Russie] dispose de toutes les capacités [techniques] [pour ralentir et bloquer toute ressource Internet à l'intérieur de ses frontières]⁶⁶ ». Toutefois, il a souligné qu'il ne souhaitait pas pouvoir consulter les preuves de leurs déclarations et qu'il espérait que de tels mécanismes n'auront pas à être mis en place⁶⁷ ». M. Khinshtein a confirmé que les équipements DPI sont en cours d'installation par les FAI et que des « acteurs importants du marché, tels que Rostelecom, MTS, MegaFon, Vimpelcom et Transtelecom, les ont déjà installés⁶⁸ ».

Conclusion

Depuis 1998, la Fédération de Russie propose régulièrement aux Nations Unies des résolutions dans le domaine du cyberspace. Les déclarations susmentionnées montrent comment ces questions relatives au cyberspace, soulevées aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale aux Nations Unies et dans d'autres organisations intergouvernementales (OIG) où des débats sur le cyberspace et l'Internet sont en cours, ont gagné en fréquence pendant les six derniers mois.

L'organisation ICANN, par le biais de son équipe en charge de la relation avec les gouvernements, continuera à faire régulièrement des points avec la communauté de l'ICANN pour la tenir informée de toute déclaration ou proposition touchant à la gouvernance technique de l'Internet ou à la mission de l'ICANN.

⁶¹ Russie, loi fédérale du 24 février 2021 n° 19 FZ « sur l'introduction de modifications au Code administratif de la Fédération de Russie ». Site web du Kremlin, 24 février 2021, <http://kremlin.ru/acts/bank/46445>.

⁶² Système unifié d'informations relatives aux appels d'offres. Informations relatives au contrat n° 57706228218210001330000 *Edinaya informatcionnaya sistema v sfere zakupok*, 3 mars 2021, <https://zakupki.gov.ru/223/contract/public/contract/view/general-information.html?id=10901529&viewMode=FULL>

^{63_68} Entretien avec Alexander Khinshtein : « La vérification de l'identité des internautes est une question de temps ». TASS, 11 mars 2021, <https://tass.ru/interviews/11032409>.